

Communiqué de presse de la Plate-forme Mineurs en exil – « Si nous n’investissons pas rapidement dans leur accès au logement, des centaines de jeunes (ex-)MENA risquent de se retrouver à la rue »

Bruxelles, 31.05.17

La Plate-forme Mineurs en exil s’inquiète du fait que la « crise de l’accueil » de 2015 est en train de se transformer en une « crise du logement ». En effet, un nombre jamais vu de Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA)¹ qui ont été accueillis en Belgique vont se retrouver, dans les mois qui viennent, confrontés à une difficulté majeure : trouver un logement pour vivre en autonomie.

Il y a toutefois un manque criant de logements salubres et abordables dans la plupart des grandes villes belges, Bruxelles étant particulièrement touchée. En plus de ceci, diverses raisons spécifiques aux MENA rendent la recherche de logement particulièrement difficile pour eux. On peut citer notamment les fortes réticences des propriétaires à louer à des gens qui bénéficient d’une aide sociale. Comme le précise Mohammed, 24 ans, ancien MENA : « Parfois j’ai eu des visites, mais d’autres gens visitaient en même temps. Et s’ils ont le choix, les propriétaires préfèrent les gens qui travaillent aux gens qui sont au CPAS »². Pourtant, le fait de trouver un logement est indispensable pour que ces jeunes puissent commencer une nouvelle vie dans la stabilité et l’autonomie, et continuer de manière sereine leur scolarité.

Il est urgent de trouver des solutions durables à ce problème. « Si des mesures ne sont pas prises au plus vite, plusieurs centaines de jeunes exilés risquent de se retrouver à la rue », précise Rob Kaelen, chargé de projet à la Plate-forme Mineurs en exil. Ces mesures doivent prendre trois formes.

Premièrement, il est indispensable de faciliter l’accès au logement spécifiquement pour ces jeunes, par exemple, en rendant possible pour eux de vivre en colocation sans perdre leur revenu d’aide sociale, et en faisant un travail de sensibilisation et d’information auprès de propriétaires potentiels. « Les propriétaires se méfient de ces jeunes locataires potentiels, alors que ceux-ci sont généralement très bien accompagnés par des services spécifiques », explique Rob Kaelen.

Deuxièmement, le gouvernement doit également investir de manière durable dans l’accueil des MENA, pour que leur accompagnement puisse être davantage basé sur leur développement individuel. Selon Rob Kaelen, « Le système actuel a pour conséquence que certains jeunes se retrouvent sur le marché locatif privé trop tôt, avant d’avoir pu faire avec eux un travail sur l’autonomie. D’autres sont coincés trop longtemps dans le système alors qu’ils seraient prêts à vivre de manière autonome ».

Troisièmement, il est urgent de rénover des habitations et en construire de nouvelles. « Il y a actuellement diverses mesures pour éviter le vide locatif, mais force est de constater que ces mesures ne suffisent pas », développe Rob Kaelen. En effet, selon le Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l’Habitat, il y aurait, juste à Bruxelles, plus de 15 000 logements vides. 40 000 personnes se trouvent sur liste d’attente pour les logements sociaux, l’attente étant généralement de plus de deux ans, et de six mois pour les personnes jugées « vulnérables ».

La Plate-forme Mineurs en exil salue les efforts menés par les autorités, notamment bruxelloises, pour faciliter l’accès au logement et éviter le vide locatif, mais ces efforts doivent être dédoublés si l’on veut éviter que des centaines de jeunes MENA et ex-MENA se retrouvent prochainement à la rue, avec tous les risques que ceci peut entraîner.

Pour plus d’informations : Rob Kaelen (rk@sdj.be – 0484 96 48 15)
Katja Fournier (kf@sdj.be – 0479 83 53 68)
Plate-forme Mineurs en exil (02 210 94 91)

La Plate-forme Mineurs en exil est un réseau national bilingue et regroupe une cinquantaine d’organisations qui travaillent avec les familles des enfants mineurs en séjour précaire ou irrégulier, et avec les mineurs étrangers non accompagnés. Pour plus d’informations, consultez le site www.mineursenexil.be.

¹ La Plate-forme Mineurs en exil s’attend à un flux sortant de 1500 jeunes MENA dans l’année à venir.

² Précisons que les MENA sont scolarisés, et qu’ils n’ont donc pas d’autres choix que d’être au CPAS.